Poids du terrorisme sur le développement socio-économique du Mali

Agnoumba SIDIBE[1,]
Maître assistant, Université de Ségou, Mali.
agnoumbadibihan@gmail.com
Aboubacar Sidiki DIARRA [2,]
Étudiant en master à l'Université Panafricaine, Institut de Gouvernance, des Sciences humaines et Sociales, Cameroun.
jajajanaama@gmail.com
Yacouba COULIBALY[3],
Maître assistant à l'Ecole Normale Supérieure (ENSUP), Mali.
bayacoulib@yahoo.fr

Résumé

Le terrorisme est caractérisé par des attaques visant des militaires, des civils, des installations commerciales, des enlèvements contre rançon ainsi que des discours violents et des pratiques physiques et morales à caractère violent. Le phénomène du terrorisme constitue une menace majeure pour le développement socioéconomique du Mali. L'objectif de cet article est d'évaluer l'impact des attaques terroristes sur le développement socioéconomique du pays.

La méthodologie de l'étude repose sur une approche mixte combinant la recherche documentaire et des enquêtes administrées au moyen du logiciel Google Forms. Cette triangulation méthodologique a permis de croiser les données issues des sources institutionnelles, des prêches religieux et des témoignages des populations locales.

A l'issue cette démarche méthodologique, les résultats révèlent que le terrorisme fragilise les secteurs économiques et sociaux à travers des attaques contre les transporteurs, des blocus imposés à certaines localités, la fermeture d'écoles, la restriction d'accès aux champs et pâturages, les prélèvements forcés, les vols de bétail et la hausse des prix sur les marchés. Ces pratiques causent des déplacements massifs des populations, d'importantes pertes pour la population et pour l'Etat. Ces résultats confirment l'hypothèse de la recherche selon laquelle, les actions violentes menées par les groupes terroristes, contribuent significativement à

l'appauvrissement des populations et à la désorganisation des structures sociales et économiques.

***Les mots clés** : Poids, terrorisme, développement, société malienne*

Abstract

Terrorism characterized by attacks targeting military personnel, civilians, and commercial facilities, as well as ransom kidnappings, violent rhetoric, and acts of physical and moral extremism poses a major threat to Mali's socioeconomic development. This article aims to assess the impact of terrorist attacks on Mali's socioeconomic development.

The study employs a mixed-methods approach combining documentary research with surveys conducted via Google Forms. This methodological triangulation allowed for the cross-referencing of data from institutional sources, religious sermons, and testimonies from local populations.

The findings reveal that terrorism undermines economic and social sectors through attacks on transporters, blockades imposed on certain localities, school closures, restricted access to fields and pastures, forced levies, livestock theft, and rising market prices. These practices cause mass population displacement and result in enormous losses for both the population and the State. These results confirm the research hypothesis that violent actions carried out by terrorist groups contribute significantly to the impoverishment of the population and the disruption of social and economic structures.

Keywords: Impact, terrorism, development, Malian society

Introduction

L'économie du Mali est fortement dépendante de l'agriculture, de l'élevage et des activités commerciales qui leur sont associées. Cette structure la rend particulièrement vulnérable à

toute perturbation affectant les activités agricoles, la mobilité des personnes et des biens, ainsi que l'accès aux marchés. La Banque mondiale considère d'ailleurs que l'économie malienne est peu diversifiée et exposée à divers chocs, notamment l'insécurité (World Bank, 2025). Dans ce contexte, la persistance de l'insécurité constitue un frein majeur à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Depuis la crise de 2012, le Mali fait face à une situation sécuritaire complexe, marquée par des conflits armés, la criminalité organisée, le banditisme et les activités de groupes armés terroristes. Le concept de terrorisme ne fait pas l'objet d'une définition universellement acceptée (Saul, 2008). L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) le présente comme un mode de coercition utilisant ou menaçant d'utiliser la violence afin de provoquer la peur et d'atteindre des objectifs politiques ou idéologiques (UNODC, 2019). La résolution 1566 du Conseil de sécurité des Nations Unies retient pour sa part que le terrorisme englobe toutes les actions visant à provoquer la mort ou des blessures graves, à susciter la terreur au sein de la population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à agir ou à s'abstenir d'agir (United Nations Security Council, 2004).

Dans cette recherche, le terrorisme est appréhendé comme l'utilisation intentionnelle de la violence ou de la menace de violence par des acteurs organisés, notamment contre des populations civiles, dans le but de provoquer la peur, d'intimider ou de contraindre une population ou une autorité, et de poursuivre des objectifs politiques, idéologiques ou religieux. Cette précision conceptuelle est d'autant plus nécessaire que la littérature internationale souligne les difficultés persistantes liées à la définition juridique et scientifique du terrorisme (Saul, 2008).

Au Mali, l'expansion des groupes armés terroristes a progressivement accru l'instabilité dans la plupart des régions

du pays. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM/JNIM), affilié à Al-Qaïda, figure parmi les principaux acteurs de cette violence. C'est une organisation terroriste créée en 2017, le groupe est dirigé par Iyad Ag Ghali, ancien chef du mouvement Ansar Dine. Ce groupe est responsable de nombreuses attaques ciblant les forces de défense et de sécurité, les civils ainsi que les infrastructures civiles. Parmi les incidents recensés figurent notamment l'attaque du bateau *Kankou Moussa*, des attaques contre des cars de transport, des citernes, des incendies de greniers et de champs, ainsi que des destructions de biens et de récoltes.

Les conséquences économiques de ces violences sont particulièrement importantes, surtout dans les zones rurales. Les activités agricoles et pastorales, qui constituent la base des moyens de subsistance, dépendent étroitement de la liberté de circulation, de l'accès aux terres et aux pâturages, ainsi que du fonctionnement régulier des marchés locaux. Dans les régions de Mopti et de Ségou, Tangara (2024) montre que les conflits armés ont perturbé les processus de production, modifié les comportements de consommation et entravé le fonctionnement des marchés hebdomadaires. Certaines activités agricoles ont été interrompues, tandis que plusieurs marchés ont été fermés ou fonctionnent de manière irrégulière en raison de l'insécurité.

L'agriculture constitue ainsi l'un des principaux canaux par lesquels l'insécurité affecte le développement socio-économique. Noubissi et Njangang (2020) montrent que le terrorisme est associé à une diminution de la productivité agricole et de la disponibilité de la main-d'œuvre. Il peut en effet limiter l'accès des producteurs à leurs exploitations, provoquer la destruction ou le vol d'actifs productifs, perturber l'approvisionnement en intrants et réduire l'accès aux marchés. Au Mali, la Banque mondiale indique que l'insécurité a entraîné des déplacements de populations, des pertes de biens et de récoltes, ainsi que des vols et enlèvements de bétail,

particulièrement dans les régions du Centre et du Nord (World Bank, 2024). Les observations de Tangara (2024) confirment que l'insécurité a perturbé les marchés et les relations économiques locales dans les régions de Mopti et de Ségou.

La violence accroît également l'incertitude, réduit la mobilité économique et peut conduire les ménages et les entreprises à modifier leurs décisions d'investissement et de production. Sandler et Enders (2008) montrent que les effets économiques du terrorisme ne se limitent pas aux destructions immédiatement observables : ils incluent aussi les perturbations des activités économiques, les changements de comportement et les effets négatifs sur l'investissement.

Le poids du terrorisme se manifeste également dans la dimension sociale du développement. Les violences peuvent provoquer des déplacements de populations, interrompre les activités scolaires et sanitaires, détruire des infrastructures et limiter l'accès des populations aux services essentiels. La Banque mondiale estimait ainsi que l'insécurité et la crise sociopolitique avaient contribué à une reprise économique limitée en 2021 et que la pauvreté nationale était passée de 42,5% en 2019 à 44,4% en 2021 (World Bank, 2022).

La relation entre terrorisme et développement doit par ailleurs être considérée comme complexe. Si la violence terroriste peut dégrader les conditions économiques et sociales, les fragilités institutionnelles, économiques et sociales peuvent également contribuer à créer un environnement favorable à l'implantation et au recrutement des groupes armés. Le terrorisme et le sous-développement peuvent ainsi s'inscrire dans un cercle de vulnérabilité, dans lequel la violence réduit les opportunités économiques.

Il convient donc de poser la question de savoir comment le terrorisme affecte le développement socio-économique du Mali, notamment à travers ses effets sur les activités agricoles et

commerciales, les moyens de subsistance des populations et l'accès aux services sociaux essentiels ?

L'objectif de cette étude est d'analyser le poids du terrorisme sur le développement socio-économique du Mali. De manière spécifique, il s'agit d'examiner ses effets sur les activités agricoles, pastorales et commerciales. Notre recherche se concentre sur les mécanismes socio-économiques par lesquels l'insécurité affecte les populations, notamment par les restrictions d'accès aux ressources productives et aux marchés.

L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle les actions violentes menées par les groupes terroristes contribuent significativement à l'appauvrissement des populations et à la désorganisation des structures sociales et économiques.

1- Cadre théorique et méthodologie de recherche

1. 1 - Cadre théorique

Le cadre théorique de cette recherche repose sur deux approches complémentaires qui sont les suivantes : l'approche institutionnelle de la gouvernance des ressources communes et l'approche d'économie des conflits. Le choix de ces deux approches se justifie par la nécessité d'appréhender le terrorisme au Mali non seulement comme un phénomène sécuritaire, mais également comme un facteur de perturbation des institutions locales, de l'accès aux ressources productives et du fonctionnement des activités économiques.

Le cumule de ces deux approches permet ainsi d'analyser les mécanismes par lesquels l'insécurité affecte les activités agricoles, pastorales et commerciales, les moyens de subsistance des populations et plus largement, les conditions du développement socio-économique.

- **Approche institutionnelle de la gouvernance des ressources communes**

Développée notamment par Ostrom (1990) et Agrawal et Gibson (1999), l'approche de la gouvernance des ressources communes met l'accent sur le rôle des règles locales, des institutions communautaires et de la coopération dans la gestion des ressources partagées. Elle souligne que l'utilisation durable de ces ressources dépend de règles adaptées au contexte, de mécanismes de contrôle et de la capacité des acteurs à résoudre collectivement les conflits.

Dans le contexte malien, cette approche permet d'analyser les effets de l'insécurité et des violences terroristes sur l'accès aux terres agricoles, aux pâturages et aux points d'eau. La violence peut en effet limiter la mobilité des agriculteurs et des éleveurs, réduire l'accès à certaines ressources, provoquer des déplacements de populations et fragiliser les mécanismes locaux de règlement des conflits.

Cette approche ne cherche donc pas à expliquer l'apparition du terrorisme, mais plutôt à comprendre comment la violence perturbe les institutions locales de gestion des ressources et affecte les activités agricoles et pastorales. Elle permet ainsi de relier l'insécurité à la désorganisation des activités rurales, à la diminution des moyens de subsistance et aux difficultés économiques et sociales des populations concernées.

- **Approche d'économie politique des conflits**

La seconde approche mobilisée est celle de l'économie politique des conflits, issue des travaux de Collier et Hoeffler (2004) et de Keen (2012). Elle considère que les conflits ne s'expliquent pas seulement par des facteurs politiques ou identitaires, mais aussi par des intérêts économiques, l'accès aux ressources et les possibilités de financement des groupes armés.

Dans le contexte malien, cette approche permet d'analyser les effets économiques de l'insécurité, notamment les prélèvements forcés, les extorsions, les pillages, les restrictions

de circulation et le contrôle de certains axes commerciaux. Ces pratiques peuvent augmenter les coûts des activités, limiter la mobilité des personnes et des marchandises, perturber les échanges et entraîner des pertes pour les ménages.

Elle permet également de comprendre comment la violence et le contrôle de certains territoires peuvent désorganiser les activités agricoles, pastorales et commerciales. Les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants et les transporteurs sont particulièrement concernés, car leurs activités dépendent fortement de l'accès aux marchés et de la liberté de circulation.

Cette approche complète ainsi celle de la gouvernance des ressources communes : la première met l'accent sur les institutions et la gestion collective des ressources, tandis que la seconde s'intéresse aux mécanismes économiques liés à la violence, au contrôle territorial et à la perturbation des échanges.

1. 2 - Méthodologie de recherche

Cette étude adopte une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, pour analyser l'impact du terrorisme sur le développement socio-économique du Mali.

Les données quantitatives ont été recueillies au moyen d'un questionnaire Google Forms administré à 100 répondants, soit de 10 par localité répartis entre les dix localités suivantes : Bourem, Kimparana, Koury, Koutiala, Nara, Nioro, San, Ségou, Tominian et Yorosso. Ces localités ont été sélectionnées par échantillonnage raisonné tenant compte de leur exposition à l'insécurité, à la nature des activités économiques exercées ainsi que de la disponibilité de points focaux locaux pour faciliter la collecte des données. Cette stratégie de sélection a été dictée par des contraintes financières et, surtout, par la situation sécuritaire, qui empêche les chercheurs de se rendre directement dans certaines des zones touchées.

Les données qualitatives ont été recueillies par le biais d'entretiens semi-structurés menés auprès de 10 informateurs clés soit un par localité dans ces mêmes zones. A cet effet, l'outil utilisé a été le guide d'entretien. La triangulation des données quantitatives et qualitatives permet de mieux comprendre l'impact du terrorisme sur les activités économiques, les moyens de subsistance et les conditions sociales de la population, tout en prenant en compte les réalités spécifiques des différents contextes locaux.

Les enquêtes se sont déroulées de juin 2025 à décembre 2025. Cette durée s'explique par la difficulté à trouver des répondants, en raison de leur crainte d'être exposés. Le lien du questionnaire et le guide d'entretien ont été transmis aux points focaux des localités retenues afin qu'ils assurent la collecte des données. Les répondants ont été sélectionnés selon trois critères : être résident de la localité, accepter de participer à l'enquête et y avoir séjourné au moins six mois avant la période de l'enquête. La principale condition posée par les répondants était la garantie de leur anonymat.

2- Présentation des résultats de l'étude

2-1 Présentation des données quantitatives

Tableau 1 : Présentation des répondants selon leur croyance

Confession religieuse	Fréquence
Chrétien	22,2%
Musulman	69,4%
Pas de reponse	5,6%
Traditionaliste	2,8%

Source : notre enquête, 2025

L'analyse du tableau révèle que 22,2 % des personnes interrogées se déclarent chrétiennes, 69,4 % musulmanes, 5,6 %

ont choisi de ne pas répondre, tandis que 2,8 % s'identifient aux pratiques religieuses traditionnelles.

2.2 Impact sur le développement socio-économique et la cohésion nationale

L'insécurité chronique et la violence au nom de l'islam ont entraîné un déclin notoire de l'activité économique, un décrochage scolaire massif et une profonde fragmentation sociale.

- ***Incidences directes des actions terroristes sur les populations locales***

Tableau 2 : Impact directs des actions terroristes sur les populations des localités enquêtées

Variables / Réponses	**Pourcentage**
Affectation individuelle par les actions terroristes	
Non	52,8 %
Oui	33,3 %
Préfère ne pas répondre	13,9 %
Localité directement affectée par les actions terroristes	**Pourcentage**
Non	36,1 %
Oui	63,9 %

Source : notre enquête, 2025

L'examen du tableau révèle que 52,8 % des répondants déclarent ne pas avoir été directement touchés par les actions djihadistes, tandis que 33,3 % rapportent des pertes matérielles ou humaines et 13,9 % préfèrent ne pas se prononcer. Ces résultats montrent que, même si une partie de la population échappe aux impacts immédiats, la violence exerce une influence significative sur la cohésion sociale et nourrit des perceptions négatives de la

religion musulmane, utilisée comme instrument par certains groupes armés.

Par ailleurs, 63,9 % des localités enquêtées apparaissent comme directement affectées, à travers des attaques, des restrictions de déplacement ou des dénonciations de la présence djihadiste dans leur environnement. Un répondant dans le cercle de Yorosso nous confie que : « *Dans le cercle de Yorosso en général, et plus particulièrement dans notre village de Tandio, les djihadistes ont imposé plusieurs contraintes graves. Ils ont fait fermer les écoles publiques et n'autorisent désormais que les écoles coraniques. Ils ont également saccagé les réseaux d'antennes de télécommunication, ce qui a entraîné une absence totale de réseau. Le chef du village a été contraint de ne pas déclarer leur présence sur le territoire. Récemment, ils ont imposé des offrandes annuelles à chaque famille, notamment sous forme de céréales et de bétail (bœufs). Par ailleurs, ils disposent de nombreuses informations grâce à certains villageois infiltrés ».*

A l'inverse, 36,1 % des répondants indiquent que leur localité n'a subi que des menaces, sans être confrontée à des attaques, enlèvements ou destructions de champs. Ce niveau élevé d'affectation traduit l'ampleur de l'insécurité, qui compromet l'économie nationale et fragilise durablement le tissu social.

Ces résultats rejoignent les travaux de Sandor et Campana (2019), qui montrent qu'au Mali, les groupes djihadistes associent le recours à la violence à des stratégies d'influence et de contrôle des communautés locales. Dans une perspective régionale, Kim et Kim (2024) soulignent que, dans le Sahel, notamment au Mali, l'extrémisme violent et les conflits locaux peuvent entretenir des relations réciproques. Ainsi, la forte proportion de localités affectées observée dans notre enquête met en évidence l'articulation entre violences armées,

fragilisation des mécanismes locaux de régulation et dégradation du tissu social.

- ***Impact de l'insécurité terroriste sur le développement agricole au Mali***

Tableau 3 : Conditions d'accès aux champs et abandon des parcelles agricoles en contexte d'insécurité djihadiste.

Indicateurs	Modalités	Pourcentage (%)
Conditions d'accès aux champs	Très facile	19,4
	Assez facile	27,8
	Difficile	38,9
	Très difficile	13,9
Situation des parcelles agricoles	Aucun abandon	61,1
	Abandon partiel	33,3
	Abandon total	5,6

Source : Notre enquête, 2025

Les données révèlent que plus de la moitié des enquêtés (52,8 %) jugent l'accès aux champs difficile ou très difficile, traduisant l'effet direct de l'insécurité sur la mobilité et les pratiques agricoles. Dans la zone de l'Office du Niger, un producteur explique que, depuis la campagne agricole de 2023, l'accès à certaines de ses parcelles situées à distance de son lieu de résidence lui est devenu impossible en raison des restrictions imposées par les groupes terroristes. Selon lui, cette situation a entraîné une diminution de sa production.

Par ailleurs, 61,1 % des répondants n'ont pas abandonné leurs terres, 33,3 % déclarent un abandon partiel, lié à la peur des attaques, aux restrictions de déplacement et aux zones jugées dangereuses. 5,6% font état d'abandon total de leurs terres.

Au-delà de la seule question de l'accès aux terres, ces résultats montrent que l'insécurité perturbe directement les conditions de production et les moyens d'existence des ménages ruraux. La restriction des déplacements limite la capacité des producteurs à exploiter régulièrement leurs parcelles, alors que l'abandon de certaines terres réduit les superficies effectivement cultivées. Ces contraintes peuvent, à leur tour, entraîner une baisse de la production agricole, une diminution des revenus des ménages et une aggravation de leur vulnérabilité alimentaire. L'accès aux terres apparaît ainsi comme un facteur déterminant pour comprendre les conséquences de l'insécurité et des activités terroristes sur les systèmes agricoles des zones enquêtées.

Ces résultats rejoignent les travaux de Masset et al. (2019), qui montrent que l'insécurité au Mali perturbe les déplacements des producteurs, l'accès aux parcelles et, par conséquent, la production agricole. Dans la zone de l'Office du Niger, Traoré (2026) relève également que l'insécurité et les déplacements des populations perturbent les activités agricoles et la production rizicole. De leur côté, Soumaré et al. (2021) montrent que ces perturbations peuvent contribuer à réduire la production et à aggraver la vulnérabilité alimentaire des ménages.

Tableau 4 : Causes des difficultés d'accès aux champs

Principale cause des difficultés	**Pourcentage**
Blocus de l'axe Bamako-Kita	19,4%
Populations rurales jusque-là épargnées.	5,6%
Menaces directes ou indirectes	47,2%
Mines / embuscades	5,6%
Pas de difficulté d'accès	2,8%
Possibles post-attaques affrontements avec les FAMa lors des ratissages	2,8%
Vols de bétails	13,9%

Source : Notre enquête, 2025

Image 1 : Attaque du JNIM-Kayes



Image 2 : Attaque du JNIM-Sikasso



https://ledjely.com/2025/09/16/mali-le-jnim-accentue-la-pression-sur-bamako/, consulté le 19/12/2025

L'analyse du tableau n° 4 révèle que 47,2 % des répondants identifient les menaces directes ou indirectes comme la principale cause des difficultés d'accès aux champs, suivies du blocus de l'axe Bamako-Kita (19,4 %) et des vols de bétail (13,9 %). Les autres facteurs, tels que les mines, les embuscades ou les affrontements post-attaques, apparaissent de manière marginale. Ces résultats mettent en évidence que l'insécurité constitue le principal frein à l'exploitation agricole et fragilise la résilience des communautés rurales (Benjaminsen et Ba, 2019 ; Banque mondiale, 2022).

Par ailleurs, les deux images ci-dessus illustrent les conséquences des attaques terroristes sur les corridors stratégiques, notamment ceux reliant les régions de Kayes et de Sikasso. La première image montre des citernes transportant du carburant incendiées, tandis que la seconde présente des bus de voyageurs indispensables à la mobilité des populations entre les différentes régions. Ces attaques contre les citernes et les bus de transport en commun, attribuées au JNIM/GSIM, affilié à Al-Qaïda, perturbent la circulation des personnes et des

marchandises et fragilisent ainsi l'activité économique (Thurston, 2024 ; International Crisis Group, 2017).

Au-delà des pertes en vies humaines et matérielles, ces perturbations ont des répercussions directes sur les populations. Les difficultés d'acheminement des carburants et des marchandises contribuent à la hausse des prix des produits de première nécessité et pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages (Sandler et Enders, 2008 ; Banque mondiale, 2022).

Tableau 5 : Effets des actions terroristes sur la disponibilité des intrants agricoles

Réponses	**Fréquence (%)**
Ne sait pas	22,2%
Non	16,7%
Oui, fortement	13,9%
Oui, un peu	47,2%

Source : notre enquête, 2025

Les données indiquent que près de deux répondants sur trois (61,1 %) estiment que les actions djihadistes ont affecté la disponibilité des intrants agricoles, dont 47,2 % « un peu » et 13,9 % « fortement ». En revanche, 16,7 % considèrent qu'il n'y a pas d'impact, tandis que 22,2 % déclarent ne pas savoir. Cette perception majoritaire d'une perturbation, même partielle, traduit l'effet de l'insécurité sur les chaînes d'approvisionnement agricoles, accentuant la vulnérabilité des producteurs et fragilisant la productivité rurale.

- ***Incidences sur le commerce et les investissements***

Tableau 6 : Perception des répondants sur l'avenir des investissements au Mali

Perspective d'avenir pour les investisseurs étrangers et nationaux	**Fréquence**
Inquiétante	50,0%
Ne Sait Pas	13,9%
Optimiste	22,2%
Sans espoir	13,9%

Source : notre enquête, 2025

La moitié des répondants (50 %) jugent l'avenir des investissements au Mali inquiétant, tandis que 22,2 % adoptent une vision optimiste. En revanche, 13,9 % considèrent la situation sans espoir et autant déclarent ne pas savoir. Un répondant de Ségou nous confie que :*« Si les choses ne changent pas vite, cette situation pourrait mettre à genou l'économie du Mali. Les écoles fermées, les centres de santé fermés, les représentants de l'Etat dans certaines zones sont contraints de quitter certaines et accentue la crainte des populations. Il serait donc difficile que je te dis que cela n'a pas d'effet sur le développement du pays ».*

Ces perceptions traduisent une forte incertitude, révélatrice de l'impact de l'insécurité sur la confiance des investisseurs et sur les perspectives économiques nationales.

Ces résultats ne sont pas isolés. Ils rejoignent les recherches de Asiedu Elizabeth (2006), qui montrent que

l'instabilité politique et la faiblesse institutionnelle peuvent réduire l'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique. Par contre, Busse Matthias et Hefeker Carsten (2007) défendent que la stabilité politique, l'absence de conflits et la qualité des institutions constituent des facteurs importants dans les décisions d'investissement. De leur côté, Li Chengchun, Murshed Syed Mansoob et Tanna Sailesh (2017) montrent les effets négatifs des conflits civils sur les flux d'investissements directs étrangers dans les pays en développement.

Tableau 7 : Impact de l'insécurité sur la mobilité des commerçants

Mobilité des commerçants	**Pourcentage**
Partiellement	69,4%
Non	22,2%
Oui	8,3%

Source : notre enquête, 2025

La majorité des commerçants (69,4 %) voient leur mobilité partiellement entravée par l'insécurité, tandis que 8,3 % déclarent une affectation totale et 22,2 % aucune. Ces résultats montrent que l'insécurité perturbe significativement les échanges commerciaux et fragilise l'économie locale.

Tableau 8 : Principaux chefs du GSIM/JNIM et zones d'opération au Mali

Groupe	Nom du chef	Fonction	Zone principale d'opération	Statut
GSIM/JNIM	Iyad Ag Ghali	Chef suprême du GSIM/JNIM	Nord et centre du Mali (Kidal, Tombouctou, Mopti)	Actif
GSIM/JNIM	Amadou Koufa	Chef de la Katiba Macina	Centre du Mali (Mopti, Ségou), extension vers l'ouest	Actif

Source : Conseil de sécurité des Nations unies, 2023

Le GSIM/JNIM est principalement actif au Mali, notamment dans le nord, le centre et plus récemment dans l'ouest du pays, mais il opère aussi dans certaines zones du Burkina Faso et du Niger. Parmi ses principaux chefs figure Amadou Koufa, responsable de la Katiba Macina, très active dans le centre du Mali. Le groupe fonctionne sous la forme d'une coalition de katibas régionales, coordonnées par une direction centrale.

Au cours des derniers mois de l'année 2025, le GSIM/JNIM a intensifié ses attaques contre des cibles économiques et industrielles, cherchant à affaiblir les autorités maliennes et à étendre son influence sur l'ensemble du territoire (United Nations Security Council, 2023).

Tableau 9 : Perception des répondants concernant l'existence d'accords entre certaines localités et les groupes terroristes

Certaines localités auraient-elles signé des accords avec les groupes terroristes ?	**Fréquence**
Ne sait pas	30,6 %
Non	16,7 %
Oui	52,8 %

Source : Notre enquête, 2025

Les résultats du tableau 5 montrent que 52,8 % des répondants déclarent que certaines localités auraient accepté des accords avec des groupes armés, contre 16,7 % qui ne partagent pas cette perception, tandis que 30,6 % déclarent ne pas savoir. Cette proportion relativement élevée de réponses affirmatives suggère que la conclusion de tels arrangements constitue, dans les perceptions recueillies, une stratégie adoptée par certaines communautés pour réduire leur exposition aux violences.

Selon les informations rapportées par les répondants, ces arrangements impliqueraient notamment l'engagement de ne pas communiquer aux forces armées maliennes les informations relatives aux mouvements des groupes armés et le versement régulier de la zakat. En contrepartie, les localités concernées bénéficieraient d'une certaine marge de sécurité leur permettant de poursuivre leurs activités agricoles et commerciales. Toutefois, ces arrangements ne semblent pas constituer une garantie systématique contre les attaques. Le témoignage d'un répondant l'illustre : *« malgré les accords, mon village est toujours l'objet d'attaques »*. Ce constat démontre l'écart possible entre les engagements rapportés et leur respect effectif sur le terrain.

En effet, ces résultats rejoignent les observations de Sangaré (2016), selon lesquelles l'insécurité et la faiblesse de l'autorité étatique peuvent favoriser l'émergence d'arrangements locaux

avec les groupes armés. Tobie et Sangaré (2019) montrent également que la présence de ces groupes entraîne une renégociation des rapports sécuritaires, économiques et sociaux entre les populations et les acteurs armés. Ces arrangements apparaissent ainsi comme des mécanismes d'adaptation à l'insécurité, sans pour autant garantir une protection durable des communautés.

3. Discussions des résultats de l'étude

Les résultats de notre étude montrent que la violence affecte directement les populations civiles par le biais de restrictions de mobilité, d'attaques contre les voyageurs et les transporteurs, de difficultés d'accès aux champs, aux pâturages et aux marchés. Ces contraintes perturbent les activités normales de production et commerce. Elles peuvent aussi réduire les revenus des ménages. Dans certaines régions, l'insécurité s'accompagne également de prélèvements imposés aux producteurs et de négociations d'accord avec des groupes armés. Ces résultats révèlent ainsi que le terrorisme affecte le développement socio-économique non seulement par les destructions directement liées à la violence, mais aussi par la perturbation des activités économiques ordinaires et du tissu social.

Les données de notre recherche concordent avec les travaux de Benjaminsen et Ba (2019), qui montrent que les conflits liés à l'accès à la terre et aux ressources pastorales constituent un facteur important pour comprendre la dynamique de mobilisation autour des groupes terroristes au Mali. L'ampleur des conséquences économiques du terrorisme est plus clairement reflétée dans les estimations macroéconomiques disponibles. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la crise sécuritaire a débuté en 2012 et a eu des effets économiques durables. Selon son analyse contrefactuelle, le PIB réel du Mali aurait été supérieur d'environ 20 % en l'absence de

ce conflit (FMI, 2019). La Banque mondiale de son côté, fournit une estimation complémentaire du coût économique de la crise malienne, à travers une méthode de contrôle synthétique, elle estime que les crises d'instabilité politique et d'insécurité ont coûté environ 23% du PIB entre 2012 et 2018, principalement en raison des investissements privés (Banque mondiale, 2022).

Une étude économétrique menée par Bildirici et Gokmenoglu (2026), analyse la relation entre terrorisme, production d'or et développement économique dans cinq pays riches en ressources naturelles, dont le Mali, sur la période 1975-2023. Il ressort de leur étude que les attaques terroristes ont un impact négatif sur la croissance et le développement économiques des pays étudiés. Pour le cas du Mali, les auteurs identifient en outre une relation causale négative entre la production d'or et le terrorisme.

Au-delà des activités productives, les conséquences du conflit concernent également les dimensions sociales du développement. A partir de données démographiques et d'une méthode de contrôle synthétique, Masset (2022) montre que le conflit malien de 2012-2018 a entraîné une augmentation significative de la mortalité infantile dans le nord du Mali. L'auteur identifie notamment la diminution de l'accès à l'assainissement et aux vaccinations comme des mécanismes susceptibles d'expliquer cette dégradation. Ce résultat montre que le coût du conflit dépasse la seule sphère économique et touche également le capital humain et les conditions de vie des populations.

Conclusion

En conclusion, cette étude montre que le terrorisme constitue une contrainte majeure au développement socioéconomique du Mali en agissant simultanément sur plusieurs dimensions : production, investissement, mobilité, échanges, accès aux

ressources productives, conditions de vie et affaiblissement du tissu social à de nombreuses de personnes déplacées. La convergence entre les observations locales et les estimations macroéconomiques disponibles renforce l'hypothèse de cette étude d'un effet négatif de l'insécurité sur le développement. Les actions djihadistes ont profondément fragilisé le tissu social et économique : villages incendiés, champs détruits, commerce paralysé et nombreux déplacés. En plus, ces résultats démontrent que le terrorisme constitue à la fois un frein majeur au développement socioéconomique et un facteur de désintégration sociale.

En outre, l'insécurité persistante et la réticence de certains répondants ont constitué des limites à ce travail. Ces limites exigent l'interprétation des résultats avec prudence et ne permettent pas une généralisation effective desdits résultats à l'ensemble de la population malienne. Toutefois, les contraintes évoquées ne réduisent pas la valeur scientifique du travail. En perspective, il serait pertinent de poursuivre les recherches sur la distinction entre le djihadisme et le terrorisme et la perception de la population des deux concepts.

Bibliographie

AGRAWAL, Arun, et GIBSON Clark C, « Enchantment and disenchantment: The role of community in natural resource conservation ». World Development, 1999/4, N° 27, p. 629-649.

AHMAD, Aisha, et DIALLO Ousmane, « A winning team of losers: The logic of jihadist coalitions in civil wars », Journal of Global Security Studies, 2023/1, N° 8, article ogac029, p. 1-17.

ANI, Ndubuisi Christian, 2023. *Economic warfare in southern Mali: Intersections between illicit economies and violent extremism*. ENACT Africa, Institute for Security Studies, Prétoriaa.

ASIEDU, Elizabeth, « Foreign Direct Investment in Africa: The Role of Natural Resources, Market Size, Government Policy, Institutions and Political Instability », The World Economy, 2026/29, n° 1, pp 63-77.
BANQUE MONDIALE. 2022. *Mali economic update: Resilience in uncertain times-Renewing the social contract*., Banque Mondiale, Washington, DC.
BELDÉ, Marte, « Fertile soil? Rural young men's navigation of changing environments and the potential expansion of jihadi actors in Sikasso, Mali ». Revue internationale des études du développement, 2024/255, pp. 171-198.
BENJAMINSEN, Tor A., ALINON Koffi, BUHAUG Halvard, et BUSETH Jill Tove, « Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel? ». *Journal of Peace Research*, 1/2012, N°49, pp. 97-111.
BENJAMINSEN, Tor A., et BA Boubacar, « Farmer-herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: A case study from the inland Niger delta of Mali ». The Geographical Journal, 2009/1, N°175, pp. 71-81.
BENJAMINSEN, Tor A., et BA Boubacar,, « Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation ». The Journal of Peasant Studies, 1/2009, N°46, pp. 1-20.
BENJAMINSEN, Tor A., et BA, Boubacar, 2024, « A moral economy of pastoralists? Understanding the 'jihadist' insurgency in Mali ». Political Geography, 2024, 113 p.
BENJAMINSEN, Tor A., et Boubacar Ba., « Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation ». The Journal of Peasant Studies*,* 2019/1, N° *46*, pp 1-20.
BERGER, Flore, 2023. *Locked horns: Cattle rustling and Mali's war economy*. Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

BILDIRICI, Melike E., et GOKMENOGLU Seyit M, 2026, « Terrorism, gold production, and economic development: Evidence from Colombia, Dem. Rep. Congo, Indonesia, Mali and Philippines ». Resources Policy, 116p.
BRAUN, Virginia, et CLARKE Victoria, « Using thematic analysis in psychology ». Qualitative Research in Psychology, 3/2006, N°2, pp. 77-101.
BUSSE, Matthias et HEFEKER, Carsten, « Political Risk, Institutions and Foreign Direct Investment », European Journal of Political Economy, 2006/23, n° 2, pp 397-415.
COLD-RAVNKILDE, Signe Marie, et BA Boubacar, « Jihadist ideological conflict and local governance in Mali ». Studies in Conflict & Terrorism, 2025/3, N°48, pp. 300-315.
COLLIER, Paul, et HOEFFLER Anke, « Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, 2004/4, N° 56, pp. 563-595.
GREVEN, Thomas, « Tuareg-Rebellion, Islamismus und Staatskrise in Mali ». PROKLA. Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft, 2013/170, N°43, pp. 89-96.
GUEYE, Aicha, « L'impact de la géopolitique régionale sur la montée du djihadisme au Sahel ». Culture Compliance, 2025/12, N°1, pp. 47-50.
HANSEN, Eva, « Farmer-herder relations, land governance and the national conflict in Mali ». The Journal of Peasant Studies, 2024/51, N°4, pp. 1046-1071.
INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2017. *Forced out of towns in the Sahel, Africa's jihadists go rural*, International Crisis Group, Brussels.
INTERNATIONAL Crisis Group. 2017. *Forced out of towns in the Sahel, Africa's jihadists go rural* (Commentary No. 258). International Crisis Group, Brussels.
INTERNATIONAL MONETARY FUND, 2019. *Mali: Request for three-year arrangement under the Extended Credit Facility Press release; staff report; and statement of the Executive*

Director for Mali. IMF Country Report No. 19/289, International Monetary Fund, Washington.
KASSOGUÉ, Boukary, 2020. *Politiques agricoles et productivité de l'agriculture au Mali*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée, Bamako.
KEEN, David, 2012. *Useful enemies: When waging wars is more important than winning them*. Yale University Press, New Haven.
KIM, Eun Kyung et KIM, Kwang-Su, « The Effect of Violent Extremism on Local Conflicts and Vice Versa : Differences and Similarities among Mali, Burkina Faso, and Niger », *Insight on Africa*, 2024/2, N°16, pp 192-210.
LI, CHENGCHUN, Murshed, SYED Mansoob et TANNA, Sailesh, « The Impact of Civil War on Foreign Direct Investment Flows to Developing Countries », The Journal of International Trade & Economic Development, 2017/26, n° 4, pp488-507.
MASSET, Edoardo, « Conflict and child mortality in Mali: A synthetic control analysis ». Population and Development Review, 2022/4, N°4, pp. 1097-1123.
MASSEt, Edoardo, GELLI, Aulo, TRANCHANT, Jean-Pierre, et DIALLO, Amadou Sekou, 2019. *Impact of conflict on agriculture in Mali*. IFPRI Discussion Paper 1843, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC.
NAMAÏWA, Boubé, « Le djihadisme au Sahel : enjeux et perspectives ». Afrique et Développement, 2017/3, N°42, pp. 197-217.
OSTROM, Elinor, 1990. *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*, Cambridge University Press, Cambridge.
SANDLER, Todd, et WALTER Enders, « Economic consequences of terrorism in developed and developing countries : An overview », Journal of Peace Research, *2008/4, N°45*, pp 573-588.

SANDOR, Adam et Campana, Aurélie, « Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 2019/3, N°53, pp 415-430.

SANGARE, Boukary, 2016. *Le Centre du Mali : épicentre du djihadisme ?* Note d'Analyse, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles.

SOUMARE, Babakar., TANGARA, Mahamadou, Bassirou., MAIGA, Ousmane Y., et DIALLO, Fousseny. 2021. *Determinants of food security in Mali in a context of conflict and insecurity*. *Revue Malienne de Science et de Technologie*, 1(24).

THURSTON, Alex, 2024. *Military coups, jihadism and insecurity in the Central Sahel*. West African Papers, No. 43. OECD Publishing, Paris.

TIMBUKTU INSTITUTE AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES, 2025. *JNIM in Kayes: Economic fragility and cross-border threat*. Timbuktu Institute, Dakar.

TOBIE, Aurélien, et SANGARE, Boukary, 2019. *Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali : Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix.* Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Stockholm.

TRANCHANT, Jean-Pierre, GELLI Aulo, BLIZNASHKA Lilia, DIALLO, Amadou Sekou, SACKO Moussa., ASSIMA Amidou., SIEGEL Emily H., AURINO, Elisabetta, et MASSET Edoardo, « The impact of food assistance on food insecure populations during conflict: Evidence from a quasi-experiment in Mali », World Development, 2019/119, pp. 185-202.

TRAORE, Beidari, « Agriculture et mouvement des paysans sous l'insécurité et les conflits : cas de la zone Office du Niger, au Mali. Graphies Francophones »,2026, numéro spécial, 77p.

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL. 2023, *Final report of the Panel of Experts on Mali established pursuant to resolution 2634 (2022)* (S/2023/456), Nations Unies, New York.
WIKTOROWICZ, Quintan, 2005. *Radical Islam rising: Muslim extremism in the West*. Rowman et Littlefield, Lanham, MD.
WORLD BANK, 2022. *Mali economic update : Resilience in uncertain times Renewing the social contract*. World Bank, Washington, DC.